

Immigration: sur deux fronts



Le Carnet DE JACQUES JULLIARD

Un débat devrait avoir lieu aujourd'hui à l'Assemblée nationale sur la politique d'immigration. L'historien et essayiste*, que nos lecteurs retrouvent chaque premier lundi du mois, dégage les enjeux d'une question bien trop souvent obscurcie par les anathèmes et les postures idéologiques.

Il faut reconnaître à Emmanuel Macron une des qualités majeures de l'homme d'État : l'imprévisibilité. Entendez par là le choix du sujet et du moment. Autrement dit, la maîtrise du temps. Il est capital pour le chef de rester à tout instant le maître des horloges. C'est ainsi que l'on n'attendait pas du président Macron qu'il lançât lui-même, de propos délibéré, la question de l'immigration dans le débat public ; d'ordinaire, celle-ci est plutôt un bâton que l'opposition jette dans les jambes du pouvoir pour le mettre dans l'embarras.

Pourquoi à l'heure actuelle ? À un peu plus de six mois des municipales et à deux ans et demi de la présidentielle ! De la re-présidentielle dans le cas de Macron. C'est ce que disent les malins.

Il y a peut-être une autre raison, plus simple et plus évidente. C'est que la situation actuelle ne pouvait plus durer. Qu'il existait désormais un tel écart entre le discours théorique - l'immigration maîtrisée - et la pratique - le flot montant, irrésistible, notamment celui des demandeurs d'asile - qu'il y avait urgence à clarifier la situation.

LES DEUX DISCOURS

Il n'y a en théorie que deux discours de base sur l'immigration, agrémentés d'une infinité de variantes.

Le premier, commun aux catholiques fidèles au pape François et aux gauchistes sans frontières, est que l'accueil des immigrés est un devoir de charité ou, si l'on préfère, d'humanité ; le second, propre à tous les partisans de l'identité nationale, est que l'afflux des immigrés est un facteur de désintégration de l'unité du pays. Comme il faut bien parer les choses - comme on pare une volaille - avant de les présenter au peuple, les premiers, plutôt que de parler de devoir de charité, affirment que l'immigration est une « chance pour la France ». Discours tellement rassuré que l'on se dispense désormais d'expliquer pourquoi. Les seconds déclarent que cette même immigration est un fardeau insupportable, au point jusqu'à une date récente de négliger d'en présenter le chiffre.

On pourrait presque s'en tenir là, tant les positions sont tranchées et même en apparence irréconciliables. Les argumentaires qui en découlent sont bien connus, et l'actualité se charge de fournir chaque jour à chaque camp des illustrations, des dramatiques noyades en mer des desperados de l'immigration jusqu'aux crimes et délits dont des nouveaux arrivants se rendent coupables sur la terre d'accueil. Tout est bon dans un débat qui devient de plus en plus malsain et dominé par la mauvaise foi, l'intimidation, la dénégation du réel. Il est encore compliqué par l'interdiction légale des statistiques ethniques, qui présume que tout Français est un raciste en puissance.

LE FLUX ET SON DÉBIT

Je voudrais en revenir à quelques réalités simples.

D'abord, à l'adresse des adversaires de l'immigration, je voudrais rappeler que, quoi que l'on dise et que l'on fasse, l'immigration va continuer. Même Donald Trump, qui se flattait lors de sa campagne présidentielle de mettre fin à l'immigration venue de la frontière mexicaine, n'a pas réussi à l'arrêter. Non seulement parce qu'il n'a pas pu faire construire la muraille de Chine qu'il avait promise ; mais parce que l'immigration est un liquide qui s'infiltré par tous les interstices, au besoin en en créant d'autres.

Autrefois, immigrer, c'était partir pour un long voyage. Aujourd'hui, l'avion

Aucune population n'accepte volontiers d'être diluée à l'infini dans un ensemble plus vaste et hétérogène

peut amener en quelques heures le candidat au pied du mur, si l'on peut dire. Il ne reste qu'à franchir, d'un saut de puce, la frontière, qui n'est souvent qu'une ligne théorique. On ne réussira jamais à rendre hermétiques l'un à l'autre les deux vases de la pauvreté et de la richesse, qui tendent irrésistiblement à communiquer.

D'autant plus que, parmi les partisans de l'immigration, j'ai omis tout à l'heure de citer les chefs d'entreprise, qui partout où la main-d'œuvre locale devient insuffisante, ne s'embarrassent pas de raisons théoriques : ils ont besoin de cette armée de réserve dans un nombre croissant de pays d'Europe.

Inversement, à l'encontre des partisans de l'immigration, je voudrais dire qu'il est absurde de refuser d'aborder la question du nombre et de l'origine des migrants.

Aucune population n'accepte volontiers d'être diluée à l'infini dans un ensemble plus vaste et hétérogène. Il y a là quelque chose d'irréductible dans ce qu'on pourrait nommer la loi de l'identité. Les migrants eux-mêmes ne tolèrent pas de renoncer à cette identité, ni dans leur pays d'origine ni dans leur pays d'accueil. À cet égard, il n'y a rien de scandaleux, ni de « raciste » dans la notion de quotas, surtout si l'on considère l'immigration purement économique.

Il n'est pas non plus illégitime de considérer la nature et l'origine des candidats à l'installation. Aujourd'hui, ce qui nourrit des sentiments d'hostilité ou de crainte d'une majorité de nos concitoyens (60 %), c'est le refus d'une partie des immigrants de s'intégrer.

Dans son dernier livre (*La Première Personne*), Alain Finkielkraut note que notre société « compte de plus en plus d'ennemis déclarés parmi les populations qui la rejoignent ». Ce qui est visé, voire rejeté par nos concitoyens, ce n'est pas l'immigration en général, c'est l'islam. La preuve a contrario, c'est que les populations venues d'Extrême-Orient, Vietnam, Chine, et autres ne suscitent aucune réaction de rejet. L'islam, au moins sous sa forme intégriste, prétend imposer sa loi non seulement à ses fidèles, mais à l'ensemble du pays où ils sont installés. Nombre de déclarations d'islamistes sont la preuve qu'il s'agit là, non d'un fantasme mais d'une réalité. Nous sommes ici en plein *Kulturkampf*.

Il devrait être admis par tous que plus la France se montre accueillante à l'Autre, plus elle doit être intransigeante sur la question de la laïcité. Pourquoi nos modernes gauchistes n'auraient-ils pas à l'égard de l'islam sous sa forme idéologique la fermeté que nos ancêtres républicains eurent à l'égard du catholicisme intégriste ?

JUSTICE ET CHARITÉ

Venons-en donc à ce qui est peut-être l'essentiel, le cœur de cette doctrine de la laïcité qui fut professée pour la première fois par Jésus-Christ lui-même. Quand, en réponse aux Pharisiens qui cherchaient à l'embarrasser, Jésus profère cette maxime qui a traversé les siècles, « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu », il a non seulement défini le principe de la séparation du temporel et du spirituel qui est à la base de la notion chrétienne - et séculière - de laïcité, il a aussi distingué le domaine de la Charité de celui de la Justice ou, si l'on préfère de la Loi. Faut-il venir en aide à l'immigré dans la détresse que l'on rencontre sur sa route ? Bien entendu, et sans lui demander ni d'où il vient ni où il va. C'est la notion christique de « prochain ».

« Un homme descendait de Jérusalem à Jéricho » (Luc 10, 30), ainsi commence la parabole du « bon Samaritain », celui qui ne demande pas au blessé ses pièces d'identité mais qui commence par lui venir en aide. Maintenant, puis-je rendre les mêmes services à tous les hommes en difficulté à travers le monde ? Non, bien entendu. C'est là une action non plus immédiate, mais médiée ; non plus individuelle, mais collective ou, si l'on préfère, politique. Elle seule peut parvenir à un résultat. La Justice, c'est la Charité médiée collective. La Charité, c'est la Justice immédiate et individuelle. Mais les deux actions procèdent du même principe : celui de l'Amour - en termes spirituels - ou de la solidarité - en termes laïques. Quand le protestant Michel Rocard déclare que « la France ne peut accueillir toute la misère du monde », il dit sous une forme négative qu'elle doit y prendre sa part, en commençant par le plus proche.

IMMIGRATION ET POLITIQUE

On ne saurait non plus parler de l'immigration sans tenir compte de sa dimension politique. L'immigration, comme l'a justement remarqué Emmanuel Macron, est le lieu par excellence où se cristallise l'opposition entre le peuple et les élites. Le premier est massivement contre, les seconds sont majoritairement pour. Si l'opposition classique gauche/droite tend à céder le pas à l'opposition parlementarisme/populisme, c'est essentiellement à la question de l'immigration qu'on le doit. Dans toutes les grandes démocraties européennes, France, Allemagne, Italie, Angleterre, la montée de l'extrême droite a pour raison essentielle l'exaspération du peuple à propos de l'immigration, dans laquelle il voit une concurrence en termes d'emploi et de salaire, et plus généralement une dégradation de ses conditions d'existence et de son cadre culturel. Lorsque, en France, le parti de Marine Le Pen a tenté de s'appuyer sur le rejet de l'Europe, il a vacillé ; vite il est revenu à ses fondamentaux en matière d'immigration pour consolider sa première place aux récentes européennes. Au Danemark, les sociaux-démocrates ne sont revenus au pouvoir qu'en adoptant sans barguigner le programme de l'extrême droite en matière d'immigration. En un mot, cette question est en train de bouleverser

le logiciel politique de l'Occident. Il est vrai que ni les démagogues populistes d'extrême droite ni les professeurs de sciences sociales qui donnent le ton à l'extrême gauche n'en ont cure. Pendant ce temps, les partis traditionnels s'efforcent de s'exprimer le moins possible sur le sujet.

Emmanuel Macron a bien vu le danger. Sa relance de la question doit être comprise comme un moyen de la replacer sur son terrain propre : celui de la politique au détriment de l'idéologie.

Enfin, si le problème de l'immigration a pris une telle ampleur, c'est que, au-delà des difficultés qu'il soulève, il pose à frais nouveaux une question que l'on croyait résolue depuis Renan : qu'est-ce qu'une nation ? N'est-ce que la somme des volontés individuelles à un moment donné - c'est la thèse de l'extrême gauche sans frontières - ou bien, comme le voulait l'auteur de *L'Avenir de la science*, la synthèse entre ce plébiscite de tous les jours et le souvenir des choses faites en commun dans le passé. Autrement dit, un être collectif, et même, pour prononcer un mot devenu obscène aux oreilles des nouveaux docteurs mais qui a conservé toute sa force dans le peuple, une identité.

LE RÔLE DE L'ÉCOLE

S'il en est ainsi, on ne s'étonnera pas que le débat sur l'immigration et le débat sur l'école fassent en réalité une seule et même question, avec, chez les acteurs, une distribution identique des opinions.

Dès lors, en effet, que dans nos sociétés avancées l'immigration est une donnée à laquelle on ne saurait échapper, sauf à en réduire les formes et les dimensions, la question posée est celle de l'intégration des nouveaux arrivants. Et quel meilleur moyen, en vérité quel autre moyen pour y parvenir que l'École ?

Où bien l'École est le lieu de formation de l'individu moderne, autrement dit l'institution par excellence où s'élabore l'individualisme, ou bien il est celui où se constitue à travers l'étude de la langue, de la littérature, de la logique et de l'histoire l'esprit de la nation. Le capitalisme technocratique et le gauchisme individualiste sont pour la première voie ; les républicains et les socialistes universalistes sont pour la seconde. Les premiers n'ont cessé d'instrumentaliser la pédagogie au détriment des contenus ; les seconds privilégient au contraire l'étude des contenus, ans l'optique de l'encyclopédisme humaniste hérité des Lumières.

L'arrivée de Jean-Michel Blanquer Rue de Grenelle a constitué un tournant, car, contrairement à la plupart de ses prédécesseurs, il a pris résolument parti pour la seconde orientation. C'est en effet la seule qui permette à l'École de jouer son rôle d'intégration des nouveaux venus ; c'est le creuset national et le principal instrument de défense contre « l'insécurité culturelle » (Laurent Bouvet).

Je voudrais terminer par un vœu. À défaut de mettre tous les Français d'accord sur la question de l'immigration - ne rêvons pas ! - que la relance du débat par le président de la République mette fin à sa confiscation par les imposteurs et les hypocrites des deux bords : ceux qui, à l'extrême droite, en ont fait une arme électorale absolue ; ceux qui, à l'extrême gauche, ont fait du maniement de la morale un substitut à la privation du pouvoir et une consolation. Qu'il soit mis fin au monopole conjoint des démagogues du Rassemblement national et des apprentis curés du gauchisme. Les uns et les autres se soucient comme d'une guigne de trouver une solution. La question immigrée, c'est leur gagne-pain, voilà tout. Je suis trop libéral pour demander qu'on leur ferme la bouche ; mais je suis assez patriote pour souhaiter qu'on leur cloue le bec. C'est notre intérêt, c'est celui des immigrés, c'est celui de la France.

*Éditorialiste de l'hebdomadaire « Marianne ».

Les Rencontres du FIGARO CONFÉRENCE - DÉBAT



SONIA MABROUK, UNE FEMME DE CONVICTIONS

SONIA MABROUK

LUNDI 14 OCTOBRE 2019 - 20H00

SALLE GAVEAU 45-47 rue La Boétie, 75008 Paris

TARIF : 25 € - Placement libre Réservez vos places sur www.lefigaro.fr/rencontres Informations au 01 70 37 31 70

FIGAROVox

